



economiesuisse rejette les initiatives sur l'encouragement à la construction de logements et sur l'interdiction des pesticides

Le Comité de la faïtière de l'économie economiesuisse a décidé de se positionner contre l'initiative «Davantage de logements abordables». Il estime que des interventions massives de l'État sur le marché de l'immobilier seraient contre-productives. economiesuisse avait déjà arrêté auparavant sa position sur les initiatives sur les pesticides et sur l'eau potable en recommandant le non aux deux initiatives.

Un droit de préemption étatique sur des biens-fonds, des interventions massives dans la formation des loyers et quelque 120 millions de francs par an pour des logements d'utilité publique: l'initiative «Pour davantage de logements abordables» réglerait massivement le marché du logement en Suisse. Pour economiesuisse, les mesures prévues vont beaucoup trop loin. Le Comité recommande donc de rejeter l'initiative qui sera probablement soumise au vote au printemps 2020. Outre les éléments qui s'apparentent à de l'économie planifiée, la faïtière de l'économie critique aussi le non-respect du principe de subsidiarité: l'initiative confierait en grande partie à la Confédération une tâche qui incombe actuellement aux cantons et aux communes.

Cet été déjà, le Comité directeur a décidé de refuser les initiatives sur l'eau potable et «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». Les deux projets prévoient des interventions considérables dans la liberté d'entreprise. En ce qui

concerne l'initiative sur l'eau potable, l'organisation juge surtout problématique la disposition prévoyant que les animaux doivent être nourris avec du fourrage produit dans l'exploitation. Cela va à l'encontre d'une répartition du travail moderne. L'initiative visant à interdire les pesticides va encore plus loin. Ses interdictions relatives aux importations portent atteinte aux engagements internationaux de la Suisse, notamment aux règles de l'OMC et à plusieurs accords de libre-échange. Les conséquences négatives de l'initiative iraient bien au-delà du secteur agricole. Les consommatrices et consommateurs devraient déboursier nettement plus pour l'alimentation, et la Suisse en tant que place économique et site de production serait affaiblie.